



jeudi 28 novembre 2024

Communique de FNE Normandie et Manche-Nature

Mardi 26 novembre 2024, des membres de la Coordination Rurale 50, syndicat agricole, ont manifesté devant les locaux de l'association Manche-Nature à Coutances, en entassant des pneus devant le local et en taguant des inscriptions sur les volets.

France Nature Environnement Normandie (FNE Normandie), fédération normande des associations de protection de la nature et de l'environnement, témoigne son soutien et sa solidarité à Manche-Nature, qui a porté plainte auprès de la gendarmerie suite à ces exactions.

Des tensions entre les milieux agricoles et écologistes qui n'ont pas lieu d'être

FNE Normandie et Manche-Nature dénoncent avec fermeté cette action de la Coordination Rurale 50, qui vise à intimider les militants associatifs et crée des tensions entre les milieux agricoles et écologistes qui n'ont pas lieu d'être. Ce type de manifestation est d'autant plus incompréhensible que Manche-Nature et FNE Normandie participent à des dizaines d'instances de concertation avec des représentants agricoles chaque année.

Ce même mardi 26 novembre, des membres de la Coordination Rurale ont également ciblé l'Office Français de la Biodiversité (OFB) à Coutances et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) à Rouen. Des dégradations ont été commises, du lisier déversé, et des cadavres de sangliers et de renards ont été déposés devant les locaux des deux agences publiques. Outre l'incohérence totale de ces actions ciblant des agences publiques qui œuvrent au quotidien pour la préservation de la biodiversité et de l'eau, nos biens communs, nous souhaitons noter le caractère particulier de l'utilisation de cadavres d'animaux, symbole à nos yeux d'un rapport violent avec le vivant.

FNE Normandie et Manche-Nature apportent leur plein soutien à l'OFB et l'AESN et à leurs agents, suite aux manifestations de mardi et face à la campagne de dénigrement général que ces agences subissent depuis plusieurs mois de la part de certains syndicats agricoles.

Une escalade de haine et de violence à l'encontre des associations.

Depuis plusieurs mois, les actions violentes et les discours de haine de la part de la Coordination Rurale ou d'autres syndicats agricoles se multiplient contre des associations membres du mouvement FNE, partout en France. Dégradations et saccages de locaux, intimidations et agressions physiques sur les bénévoles ou salariés, attaques sur les domiciles personnels, menaces de mort et sur les réseaux sociaux ou à la sortie du tribunal... Certains syndicats agricoles ont décidé d'utiliser la violence pour empêcher tout débat public, action, ou diffusion d'informations proposant une évolution du modèle agricole industriel actuel. Une agroécologie respectueuse des milieux et de la biodiversité et de la santé des agriculteurs est pourtant possible.





FNE Normandie et Manche-Nature, tout comme France Nature Environnement (FNE) <u>dans cette</u> <u>récente tribune</u>, dénoncent avec force ces méthodes inacceptables.

Ces faits sont systématiquement remontés au ministère de l'agriculture, qui ne prend pas les mesures nécessaires pour apaiser la situation et protéger les membres du milieu associatif et reste silencieux, alors même que les personnes et les syndicats agricoles commanditaires de ces faits les signent, les publient et les revendiquent sur les réseaux sociaux. Nous précisons que le monde agricole est large et pluriel, que seule une minorité de ses membres choisissent de s'exprimer avec violence contre les écologistes et tente de faire croire que la défense de l'environnement et de l'agriculture sont incompatibles.

Un "écolo-bashing" qui se trompe de cible.

Le mouvement FNE, dont FNE Normandie et Manche-Nature sont membres, estime que les auteurs de tels actes se trompent de cible en déversant leur colère sur les associations écologistes et en les accusant d'être la cause des difficultés du monde agricole. Ces difficultés croissantes vécues par les agriculteurs et agricultrices ne proviennent certainement pas des réglementations environnementales ni des mesures d'adaptation au dérèglement climatique.

Nous prônons haut et fort une agriculture respectueuse de l'environnement autant que des agriculteurs et agricultrices, qui doivent pouvoir vivre décemment de leur activité sans mettre en danger leur propre santé.

Les responsables des difficultés des agriculteurs ne sont pas à chercher du côté des associations et militants de la protection de la nature, mais plutôt du côté d'un système de marchés national et international où règne une terrible concurrence, dans lequel les préoccupations sociales et environnementales n'ont pas du tout leur place. Nous dénonçons notamment les accords internationaux de libre échange type MERCOSUR, le système actuel de redistribution de la Politique Agricole Commune Européenne ou encore la pression intenable que la grande distribution et l'industrie agroalimentaire font peser sur les prix d'achat des denrées. Nous sommes en particulier les premiers à demander l'application de clauses miroir dans les cas où la réglementation française serait plus exigeante que celle des pays dont on importe la production. Enfin, nous déplorons le fait que l'organisation du système agricole dominant soit en elle-même la première cause de perte d'emplois, de baisse des revenus et de la qualité de vie des agriculteurs et agricultrices, des dommages à leur environnement et à leur santé.

Un "deux poids - deux mesures" de plus en plus visible

Nous dénonçons enfin un "deux poids, deux mesures" politique qui ne se cache plus : les militants et associations écologistes sont criminalisés, désignés comme écoterroristes et portés devant les tribunaux, quand les membres de certains syndicats agricoles agissent en toute impunité avec parfois l'indulgence des responsables politiques en place.

Aux côtés de France Nature Environnement :

 Nous demandons qu'au plus haut niveau de l'État, une parole forte s'exprime pour dénoncer ces actes de violence, ces troubles à l'ordre public, ces atteintes au débat public et à la démocratie, et non stigmatiser dans le même temps l'activisme environnemental non violent.





- Nous exigeons le rétablissement de l'État de droit : que des enquêtes soient conduites, que les auteurs de ces actes soient interpellés et jugés, que les syndicats responsables de ces agissements ne bénéficient plus de responsabilités ou d'aides publiques.
- Nous demandons que les instances nationales des syndicats agricoles à l'origine de cette violence prennent immédiatement publiquement position pour condamner ces actions locales contre la démocratie et exclure de leurs organisations leurs instigateurs.

Contacts presse Manche-Nature

- Laura TOUVET laura.touvet@ac-normandie.fr, 06.86.75.86.26
- Alain MILLIEN amillien@wanadoo.fr, 06.82.32.35.44

France Nature Environnement Normandie est la fédération normande des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle est la porte-parole d'un mouvement de plus de 50 associations présentes sur tout le territoire normand. Retrouvez-nous sur <u>fne-normandie.fr</u>, <u>Twitter/X</u> (@FneNormandie), <u>Facebook</u>, <u>Instagram</u>.



Locaux de Manche-Nature, 27/11/2024 - Crédit Photo : Manche-Nature







Locaux de Manche-Nature, 27/11/2024 - Crédit Photo : Manche-Nature